

L'ESPACE ECONOMIQUE

Introduction à la géographie économique et humaine

Myriam BARON, Université Paris Diderot
Hadrien COMMENGES, Université Paris Diderot
Delphine PRUNIER, Université Paris Diderot
Lina RAAD, Université Paris Diderot

Type : Progression semestrielle

Niveau : à partir de la 1^{ère} année de Licence

Durée : 10 à 11 séances de 2 heures / environ 4 heures par séquence de Travaux Dirigés

Thèmes : géographie économique, échanges, localisations des activités économiques, nouveaux espaces économiques

Objectifs

Partant de notions comme la mondialisation et les cycles d'innovation, cette progression de première année de Licence place au cœur des interrogations la compréhension des principales structures spatiales qui résultent des dynamiques économiques à l'œuvre. Il s'agit pour les étudiants d'acquérir une véritable culture concernant les principales logiques de localisation des activités économiques et d'être sensibles aux nouvelles préoccupations liées aux localisations de ces mêmes activités économiques. Enfin, un intérêt particulier est accordé à la place de la géographie économique dans le grand ensemble constitué par la géographie humaine. Les séquences de travaux dirigés se focalisent sur la présentation d'exemples qui constituent des illustrations de notions théoriques vues en cours et qui sont en prise sur des questions faisant l'objet de développements récents dans la presse.

Cette progression semestrielle contient 5 séquences de Travaux Dirigés :

- TD 1 : Mondialisation. Caractéristiques des échanges
- TD 2 : Transports, réseaux et innovations
- TD 3 : Ressources, dépendances et mondialisation
- TD 4 : Dynamiques industrielles en Asie orientale, localisation des services en France
- TD 5 : Les villes « globales » dans la mondialisation

Elle contient également un sujet de Devoir sur Table de mi-semestre ainsi qu'une proposition de correction.

Déroulement

Chaque séquence de Travaux Dirigés correspond à un dossier organisé en 3 voire 4 parties, qui permettent d'envisager les différentes réalités du phénomène étudié et d'assurer une progression dans la compréhension et la structuration complexe de ce phénomène.

Lors des deux séances de 2 heures consacrées à une séquence, il est généralement possible d'aborder en détail au plus 2 des 3 à 4 parties qui la structurent. Chacune des parties de la séquence porte un titre général qui doit permettre aux étudiants de construire une synthèse des principaux résultats, après avoir répondu à la série de questions qui se rapportent aux documents. Les titres et les questions qui rythment chaque partie d'une séquence de Travaux Dirigés doivent permettre aux étudiants d'acquérir entre autres la méthodologie du commentaire de documents. La(les) partie(s) non traitées peu(ven)t donner lieu à un commentaire de documents dans le cadre du contrôle continu. Enfin, les séquences de Travaux Dirigés sont souvent complétées par 1 ou 2 lectures obligatoires qui correspondent à un chapitre d'un des ouvrages, qui constituent la bibliographie de base de cette introduction à la géographie économique. Ces lectures obligatoires font l'objet d'un apprentissage à la fiche de lecture et à la réponse à une question de lecture.

Les 5 séquences de Travaux Dirigés peuvent être traitées à la suite les unes des autres puisqu'elles constituent une progression. Par exemple, la séquence de TD 2 intitulée « Transports, réseaux et innovations » vient après la séquence de TD 1 introduisant à la « Mondialisation et système monde. Caractéristiques des échanges ». Cette 2^e séquence de TD permet une caractérisation des principaux moyens de transports et des principaux réseaux sur lesquels s'appuient les échanges.

Les différentes parties des séquences de Travaux Dirigés peuvent également être recomposées pour traiter d'autres questions plutôt centrées par exemple sur des espaces régionaux internationaux comme l'Asie orientale : recompositions à partir des séquences de TD 1, 2 et 4), ou sur l'importance des villes dans la structuration des échanges d'informations et dans la captation des innovations (recompositions à partir des séquences de TD 1, 2 et 5).

La première séquence de Travaux Dirigés peut enfin s'inscrire dans un enseignement sur les régions polarisées et être par exemple combinée avec la partie de la progression intitulée « Territoires et Systèmes Spatiaux. Une introduction à la géographie régionale ». C'est pour cette première séquence que sont proposés des éléments de réponse aux groupes de questions posées.

Références bibliographiques

Baudelle G., 2006, « Villes mondiales, villes globales et city regions : trois approches de la mondialisation urbaine », in Carrouet L. (dir.) *La mondialisation, Paris, SEDES/CNED*, p.5-311.

Béguin H., 1995, « La localisation des activités banales », in Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) *Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.497-513.

Bost F., 2002, « La localisation des activités économiques : du local au global », in Charvet J.-P. et Sivignon M. (dir.) *Géographie humaine questions et enjeux du monde contemporain*, Paris, Armand Colin, coll. U, p.221-254.

Bost François, 2003, « Les investissements directs étrangers, révélateurs de l'attractivité des territoires à l'échelle mondiale », *M@ppemonde*, n°75, 8 pages.

<http://mappemonde.mgm.fr/num3/articles/art04301.html>

Braudel F., 1985, « Le temps du monde (chapitre 3) » in *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, coll. Champs, p.81-121.

Bretagnolle, A., Le Goix, R. et Vacchiani-Marcuzzo, C., 2011, *Métropoles et mondialisation*. Paris, La documentation Française.

Carrouet L., 2005, « L'explosion des échanges et de la Logistique (Chapitre 3) », in *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin coll. U, 2e édition, p.90-127.

Myriam BARON, Hadrien COMMENGES, Delphine PRUNIER, Lina RAAD, *L'espace économique. Introduction à la géographie économique et humaine*, Feuilles de Géographie, VII-2013, Feuilles n°65-4, 17 p.

Charvet J.-P., 1995, « Les échanges internationaux » in *Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.779-793.

Charvet J.-P., 2006, « L'agriculture dans la mondialisation » in *Carrouet L. (dir.) La mondialisation, Paris, SEDES / CNED*, p.99-141.

Didelon C., Grasland C., Richard Y. (dir.), 2008, *Atlas de l'Europe dans le monde*, Paris, CNRS GDRE S4 – La Documentation Française, coll. Dynamiques des territoires, 260 p.

Dollfus O., 1995, « Géopolitique du système monde », in *Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.667-693.

Frémont A., 2006, « Flux et transports », in *Carrouet L. (dir.) La mondialisation, Paris, SEDES / CNED*, p.179-232.

Géneau de Lamarlière I., Staszak J.-F., 2000, « La localisation des productions agricoles (chapitre 10) », in *Principes de Géographie économique*, Paris, Bréal, coll. Grand Amphi, p.316-346.

Géneau de Lamarlière I., Staszak J.-F. 2000, « La localisation de la fabrication industrielle (chapitre 11) », in *Principes de Géographie économique*, Paris, Bréal, coll. Grand Amphi, p.348-380.

Grataloup C., 2007, « Le « court XX^e siècle » : la mondialisation est réversible », *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du Monde*, Paris, Armand Colin, collection U, Chapitre 8, p.185-201.

Grossetti M., 2004, « Concentration d'entreprises et innovation : esquisse d'une typologie des systèmes productifs locaux », *Géographie Economie Société*, Vol.6, p.163-177.

Jouve B. et Roche Y., 2006, *Des flux et des territoires. Vers un monde sans états ?* Presses Universitaires du Québec, coll. Géographie contemporaine, 377 p.

Le Goix R., 2005, *Villes et mondialisation : le défi du XXI^e siècle*, Paris, Ellipses, 176 p.

Manzagol C., 1995, « La localisation des activités spécifiques », in *Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.471 -496.

Milhaud Olivier, 2006, « Mappemonde ou la mondialisation mise en images », *M@ppemonde*, n°84, 13 pages. <http://mappemonde.mgm.fr/num12/articles/art06401.html>

Rozenblat Céline, 2004, « Intégration dans le commerce international: l'évidence du graphique triangulaire », *M@ppemonde*, n°75, 7 pages.

<http://mappemonde.mgm.fr/num3/articles/art04302.html>

Saint-Julien T., 1995, « Diffusion spatiale », in *Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.559-582.

Sassen S., 1996, *La ville globale New York Londres Tokyo*, Paris, Descartes et Cie, p.7-22. Et p.31-52.

Zembri P., 2002, " Transports et réseaux : l'accentuation des mobilités ", in *Charvet J.-P. et Sivignon M. (dir.) Géographie humaine questions et enjeux du monde contemporain*, Paris, Armand Colin coll. U, p.255-288.

TRAVAUX DIRIGES 4

Dynamiques industrielles en Asie orientale, Localisations des services en France

1. L'industrie électronique en Asie orientale

Documents :

- Document 1 : « La Chine s'éveille »
 - Document 2 : Principaux pays asiatiques producteurs de biens électroniques pour 1997 et 2000 (part dans la production mondiale en volume)
 - Document 3 : Salaire moyen mensuel de quelques pays de l'Asie Pacifique, 1998
 - Document 4 : la division internationale du travail au sein de la zone du Pacifique
-

Quelles sont les dynamiques récentes de l'industrie électronique dans les pays d'Asie Orientale ?

Comment expliquez-vous les insertions successives des pays de l'Asie Orientale dans l'industrie électronique ?

A quelle typologie des pays d'Asie Orientale aboutissez-vous ?

Document 1 : « La Chine s'éveille »

Le constructeur chinois Lenovo fait une entrée remarquable parmi les tous premiers fabricants d'ordinateurs personnels au monde. Lenovo a racheté la division PC du géant américain IBM. Le numéro un chinois devient désormais le troisième constructeur mondial de PC derrière les Américains Dell et Hewlett Packard. Cette opération confirme l'émergence de la Chine comme «usine de la planète» de l'industrie électronique.

Vingt-cinq ans après le lancement du PC, le numéro un mondial de l'informatique IBM cède son activité d'ordinateurs personnels au premier constructeur chinois du secteur. La transaction qui devrait être bouclée courant 2005, atteint 1,75 milliard de dollars. Concrètement, Lenovo va payer 650 millions de dollars en numéraire et 600 millions en actions. Le constructeur chinois reprend également 500 millions de dettes du géant américain, «Big Blue» se retrouvant le deuxième actionnaire du groupe asiatique, avec 18,9% du capital. Cette transaction est la plus grosse acquisition jamais réalisée par un groupe chinois à l'étranger. Pour le constructeur chinois, cet accord marque le début d'une stratégie internationale. «*Notre objectif prioritaire est de créer une entreprise réellement internationale*», a expliqué Chuanzhi Liu, président de Lenovo. Avec environ 8% de parts de marché, le fabricant chinois devient désormais le troisième groupe mondial dans les ordinateurs de bureau et portables, derrière les Américains Dell et Hewlett-Packard. Lenovo pourra également utiliser la marque IBM pendant cinq ans, le temps de renforcer sa propre notoriété à l'échelle internationale.

Un tiers de l'industrie électronique mondiale

Dans le même temps, cette opération est l'occasion pour IBM qui faisait entrer dans les foyers et les entreprises les premiers ordinateurs personnels, de se recentrer vers des activités plus rentables comme notamment le développement des services informatiques aux entreprises. Plus qu'une révolution, la vente de sa branche PC ferait donc plutôt figure d'étape logique dans l'histoire du groupe.

Cette opération confirme également l'émergence de la Chine comme «usine de la planète» dans le secteur de l'électronique. L'Empire du Milieu concentre aujourd'hui la moitié de la production mondiale des ordinateurs personnels, des appareils photos numériques et des lecteurs DVD. La Chine fabrique également un téléphone mobile sur quatre vendus dans le monde. D'ici 2007, un tiers de l'industrie électronique mondiale sera installée sur le territoire chinois.

En quelques années, la Chine est devenue la première destination mondiale des investissements étrangers, qui ont afflué à hauteur de 57,6 milliards de dollars entre janvier et novembre 2004, ce qui représente une augmentation de 22 % par rapport à la même période en 2003. En moyenne, les étrangers investissent 1 milliard de dollars par semaine en Chine.

Les investisseurs sont attirés non seulement par le réservoir de main d'œuvre bon marché, mais également par le marché, les faibles coûts de production et la fiscalité incitative. Dès lors qu'une entreprise de technologie produit en Chine, elle peut bénéficier d'un traitement fiscal plus favorable. La TVA est fixée à 3% pour les microprocesseurs fabriqués sur place, contre un taux de 17% pour les produits importés

Source : Courrier International, 15/12/2004

Document 2 :

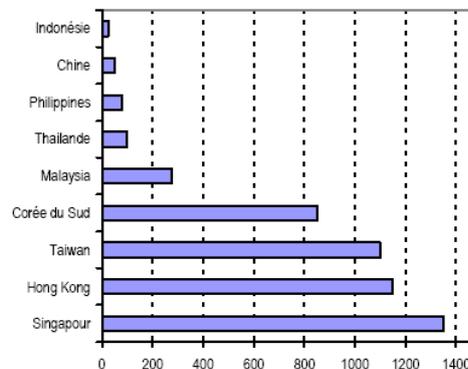
Tableau 5 - Principaux pays asiatiques producteurs de biens électroniques pour 1997 et 2000 (part dans la production mondiale en volume)

%	TV couleurs		Magnéto.		Lecteurs DVD		Téléphones cellulaires		PC portable		Disques durs informatiques	
	1997	2000	1997	2000	1998	2000	1997	2000	1997	2000	1997	2000
Japon	4,9	3,6	11,8	7,6	86,6	45,7	21,4	12,5	28,9	25,3	12,7	9,3
Corée du S	11,9	7,8	11,4	7,7	0	1,8	7,3	15,9	2,3	2,6	2,9	6,4
Indonésie	3,1	2,8	11,6	13,9	0	0	0	0	0	0	0	0
Malaisie	8,3	8,8	18,6	18,6	0,6	22,3	0,2	1	0,2	0,4	14,8	13,7
Singapour	1,5	0,9	0,8	0	2,7	0,7	0,7	2,1	11,2	1,8	47,0	33,4
Taiwan	0,4	0,6	0,6	0,4	0	1,2	0	2,0	33,3	51,6	0	0
Chine	19,4	24,0	15,5	21,2	4,3	19,2	4,9	8,7	0,4	1,4	2,0	7,5
Total Asie	51,6	51,9	65,7	68,4	4,9	47,2	13,1	29,9	49,2	59,6	84,6	87,8

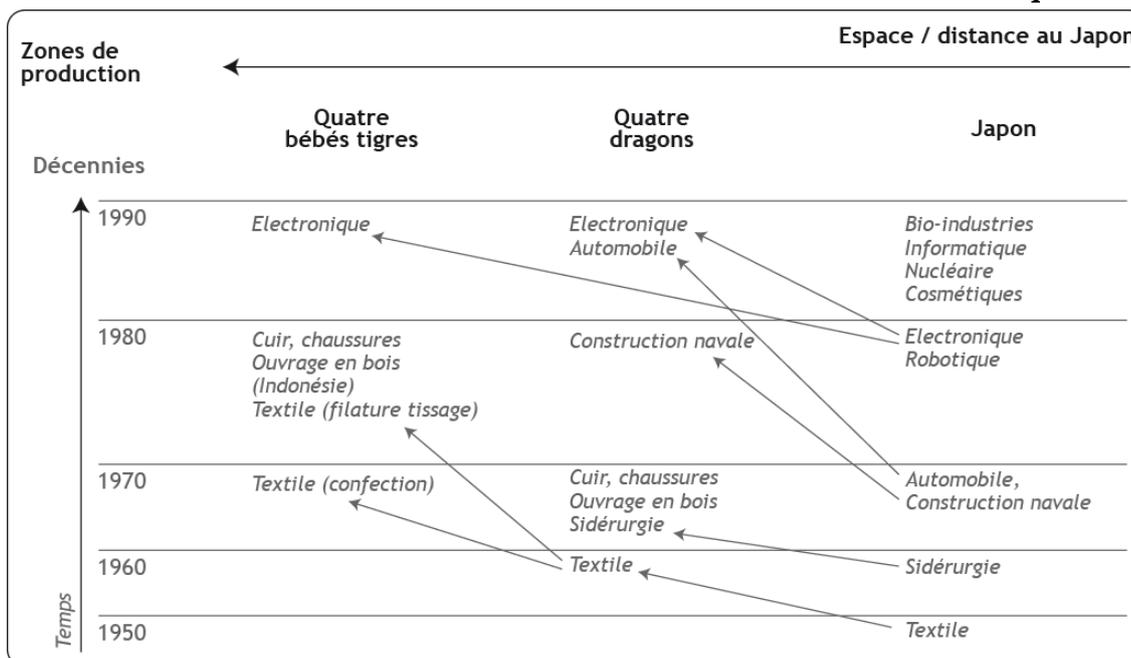
Source : Electronic Industries Association of Japan

Document 3 :

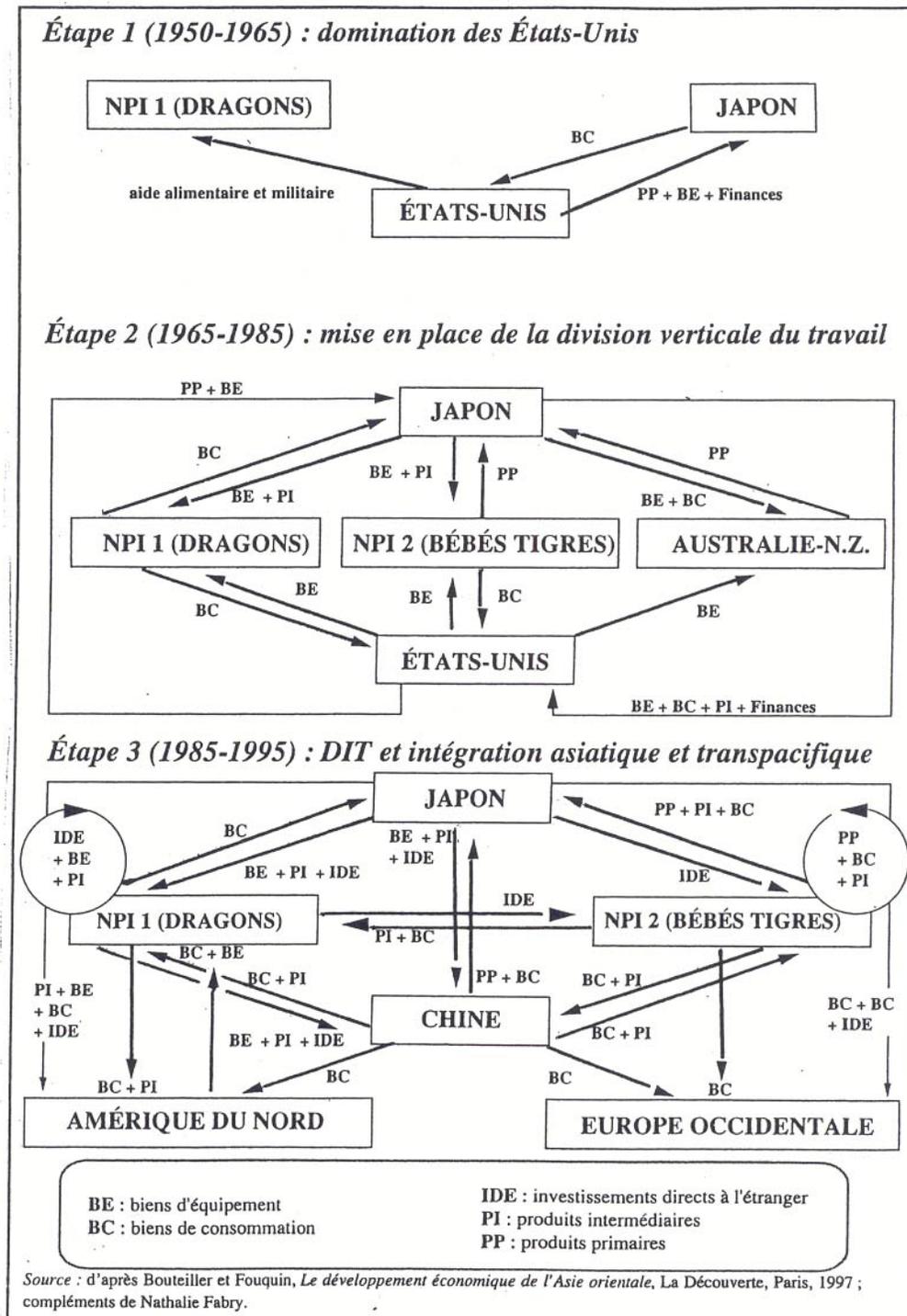
Salaire moyen mensuel de quelques pays de l'Asie Pacifique, 1998 (en dollars américains)



Document 4 : la division internationale du travail au sein de la zone du Pacifique



Document 4 (fin) : la division internationale du travail (DIT)



La genèse de la DIT asiatique et pacifique.

Source : Eric Bouteiller et Michel Fouquin, *Le développement économique de l'Asie orientale*, Paris, La Découverte, 1995.

2. Evolutions de la structure sectorielle de l'emploi

Documents :

- Document 5 : Evolution des secteurs d'activité dans des pays-témoins
- Document 6 : Limites de la classification de C. Clark

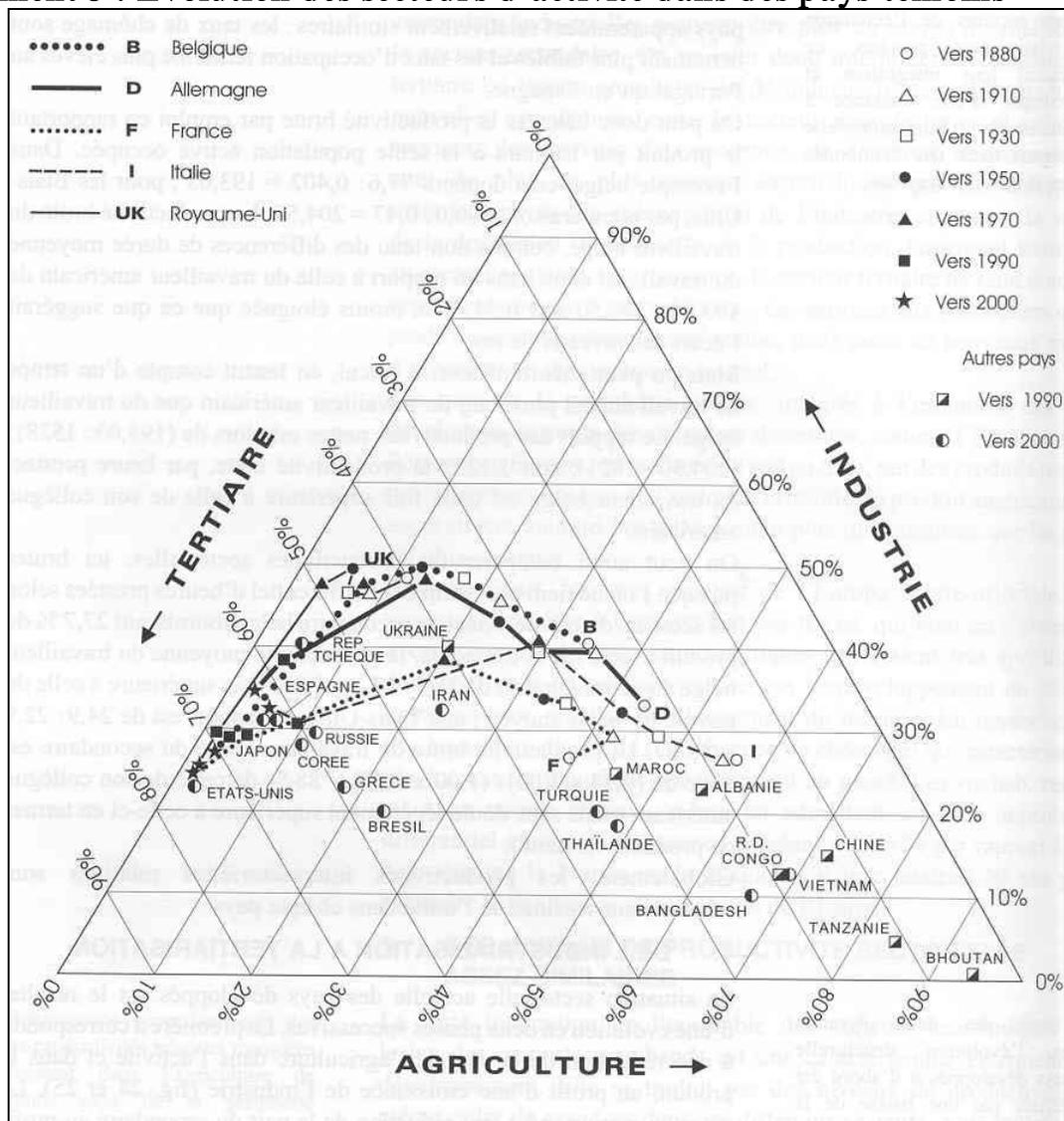
Donnez un exemple de lecture à partir du cas de la France.

Caractériserez et comparez l'évolution de la structure sectorielle de l'emploi entre 1880 et 1990 dans les 5 pays européens représentés (France, Belgique, Allemagne, Italie et Royaume Uni).

Vous vous attacherez ensuite à analyser la position actuelle des autres pays du monde retenus. Que pouvez-vous en conclure par rapport au positionnement et à la trajectoire des pays européens ?

Proposez une synthèse du document 6.

Document 5 : Evolution des secteurs d'activité dans des pays-témoins



Source : Vandermotten C., Marissal P., 2004, *La production des espaces économiques*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, Tome 1, 2^e édition revue et augmentée.

Attention : La figure du document 5 est un graphique triangulaire qui permet de représenter un phénomène caractérisé par trois variables dont la somme est égale à 100%. Il s'agit ici, pour chaque pays, de représenter la part de l'emploi dans l'agriculture, la part de l'emploi dans l'industrie, et la part de l'emploi dans le tertiaire. Pour une date donnée, la composition sectorielle de l'emploi dans un pays selon ces trois catégories est donc résumée par un seul point. Il y a autant de points que de dates d'observation : soit 6 au total entre 1880 et 1990. On peut ainsi suivre l'évolution dans le temps de cette structure sectorielle, en reliant les points qui correspondent à la situation d'un pays.

Document 6 : Limites de la classification de C. Clark

Les quatre limites de la classification ternaire des activités issue de C. Clark

1. L'industrie et les services ont de plus en plus d'interactions

C'est l'effet de l'externalisation d'un certain nombre de tâches de services par les grandes entreprises industrielles. Ces dernières incorporent de plus en plus de services dans leur production : achat de services de recherche, d'étude de marchés, d'expertise juridique, de vente et distribution, etc. Les produits eux-mêmes associent de plus en plus un bien (un avion [...]) et des services (la formation des pilotes, la formation des mécaniciens, la maintenance des appareils ou des moteurs – cette dernière activité représentant une part substantielle des profits des constructeurs aéronauticiens).

2. De nouvelles activités apparaissent à mi-chemin entre biens et services

Le multimédia est le mariage de matériels (informatiques, téléviseurs, matériels de prise de son et de vue, de transmission et diffusion...) et de services (logiciels, catalogues de films ou de jeux, ...). Le tourisme, qui constitue un des secteurs économiques moteurs de l'économie française et notamment de certains territoires littoraux et méridionaux, est fait d'activités du « secondaire » (le BTP notamment) et d'activités du « tertiaire » (la restauration, l'hôtellerie, les agences de voyage, etc.).

3. Le service s'est généralisé dans l'industrie

D'une part les cols blancs sont nombreux dans les entreprises industrielles, qu'il s'agisse des salariés affectés à la comptabilité, à la R&D ou aux achats. D'autre part au sein de chaque atelier, dans chaque usine ou chaque département d'une firme industrielle, les tâches de coordination vont croissant ; la *relation de service* fait donc partie du monde industriel contemporain.

4. Les services se sont industrialisés

Dans les grands secteurs de services comme les télécoms, la banque ou le commerce de gros, le partage du travail se généralise, l'organisation spécialise des établissements (pour la banque : guichets / compensation de chèques / salles des marchés / services centraux des banques), qui ont chacun leurs localisations types. Cette répartition

sociale et géographique du travail, qu'on croyait l'apanage des firmes industrielles, vaut pour un nombre croissant d'activités de service, que ce soit à l'échelle nationale ou à l'échelle internationale puisque les télécoms, l'audit, les services informatiques, la publicité etc., sont désormais déployés à l'échelle internationale. Le cinéma français a ses coproductions internationales, ses studios en Tunisie ou en Europe de l'Est, ses sociétés de production à Paris et ses départements de montage en banlieue. La globalisation a commencé avec l'industrie, elle atteint désormais largement les services. Du reste, les géographes ou les économistes anglo-saxons, lorsqu'ils parlent de secteurs d'activité de la banque comme des télécoms ou de l'automobile parlent indistinctement d' « industry » ; l'expression est en train de passer dans le langage courant en France : ne parle-t-on pas d' « industrie bancaire » ou d' « industrie du cinéma » alors que la banque comme le cinéma appartiennent formellement au secteur « tertiaire » ?

Deux transformations rapprochent le concept même de service de l'industrie : (i) la montée des investissements dans les services, où l'accumulation d'équipements informatiques notamment pose des questions de productivité du capital exactement de la même façon que dans l'industrie ; (ii) la possibilité de stocker une partie des opérations de service (par exemple la rédaction des contrats d'assurance, stockée dans le système informatique) – or on sait que la différence conceptuelle entre le service et l'industrie tient au fait que le premier est, théoriquement, produit et consommé en même temps et donc ne peut être ni stocké ni transporté.

Conclusion : plutôt que de parler d'une société dont l'économie serait « tertiaire » ou pire encore « post-industrielle », certains – bons – auteurs comme Pierre Veltz parlent d'une économie industrielle de service. C'est évidemment un peu complexe, ça ne correspond ni aux habitudes ni aux données statistiques disponibles, qui restent fondées sur la partition ternaire de Colin Clark. Mais c'est bien plus ficèle à la réalité moderne que la classification ternaire ...

Source : Pierre Beckouche, Société et acteurs de l'espace local français – cours de géographie humaine, Université Paris I

3. Localisations de l'industrie et des services en France

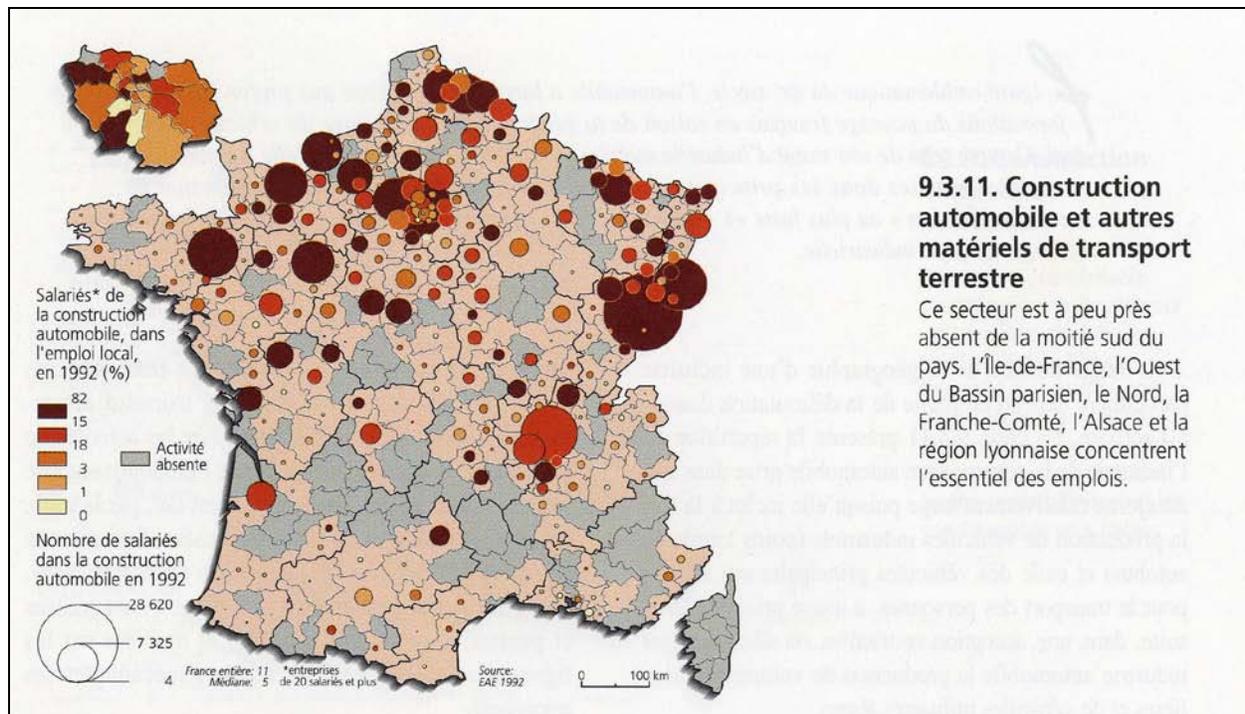
Documents :

- Document 7 : L'emploi dans l'industrie automobile
- Document 8 : Les agences du Crédit Agricole
- Document 9 : Variété de la présence universitaire en France
- Document 10 : Evolution des localisations industrielles en France, de 1780 à 1990.

A partir des documents 7 à 9, vous décrierez la localisation des différentes activités proposées. A l'issue de ces descriptions, quels points communs pouvez-vous faire apparaître entre ces distributions ? Comment se différencient-elles ? Faites le lien entre les distributions observées et les théories de la localisation des activités de services.

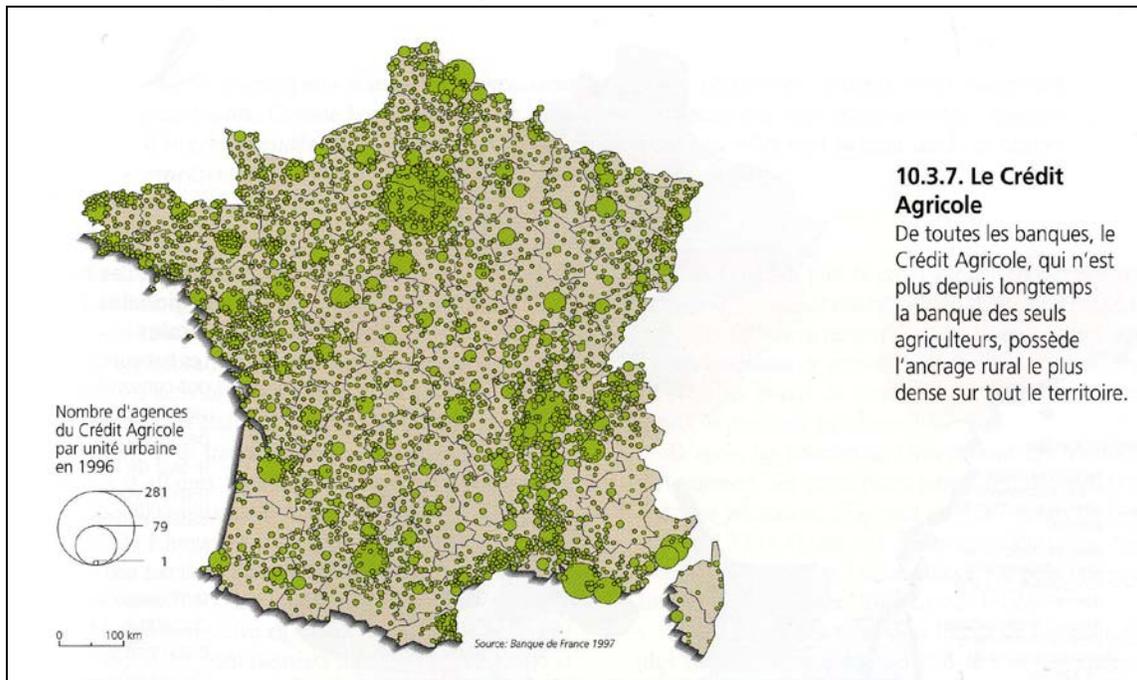
A partir des cartes rassemblées dans le document 10, vous décrierez la distribution des industries métallurgiques et textiles autour de 1780 et identifierez les principales caractéristiques de cette distribution. Vous proposez des facteurs explicatifs. A partir de la carte de 1930, analysez les facteurs de localisation de chacune des branches d'activité et expliquez les raisons de l'essor de chacune des grandes régions industrielles. A partir de la carte de 1990, quels sont les principaux facteurs qui expliquent les mutations des localisations industrielles depuis 1930 ? Quels sont les héritages actuels de chacune des grandes phases de développement industriel ?

Document 7 : L'emploi dans l'industrie automobile



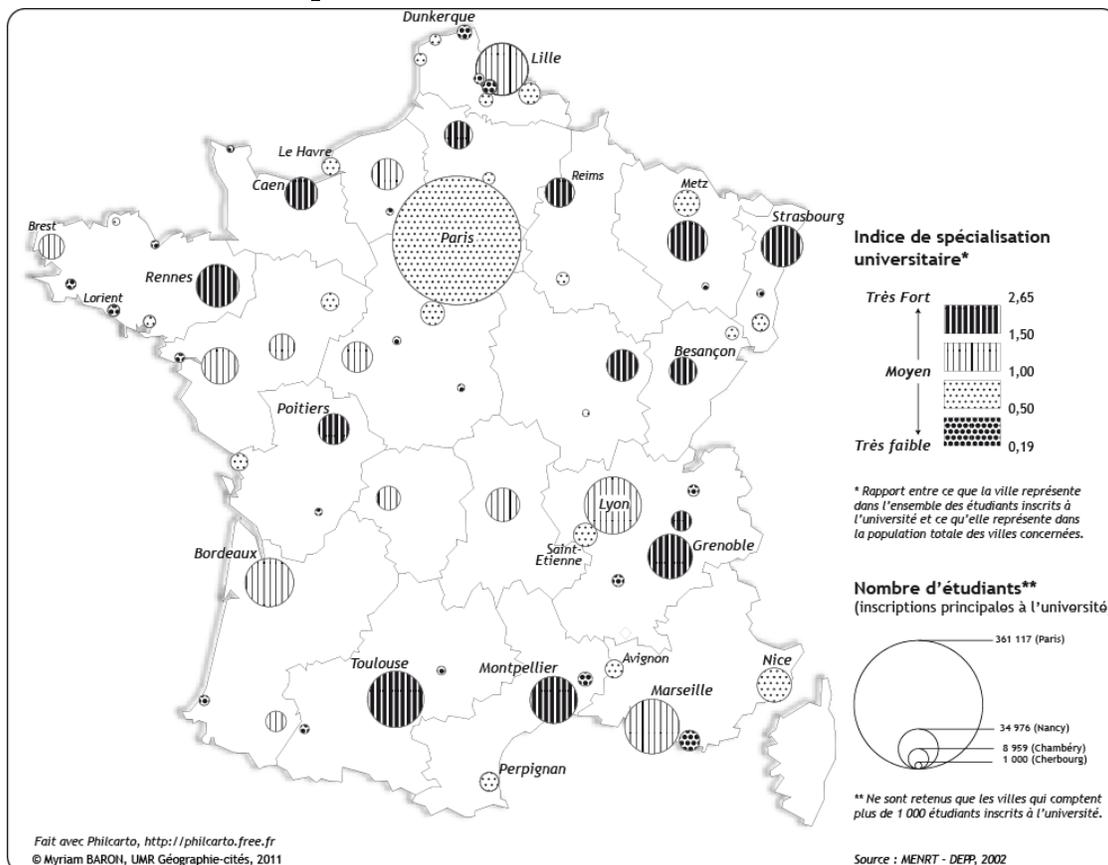
Source : Caro P., Saint-Julien T. (dir.), 1998, *Industrie, Atlas de France, Volume 9*, Paris, Reclus-La documentation française, 130 p.

Document 8 : Les agences du Crédit Agricole

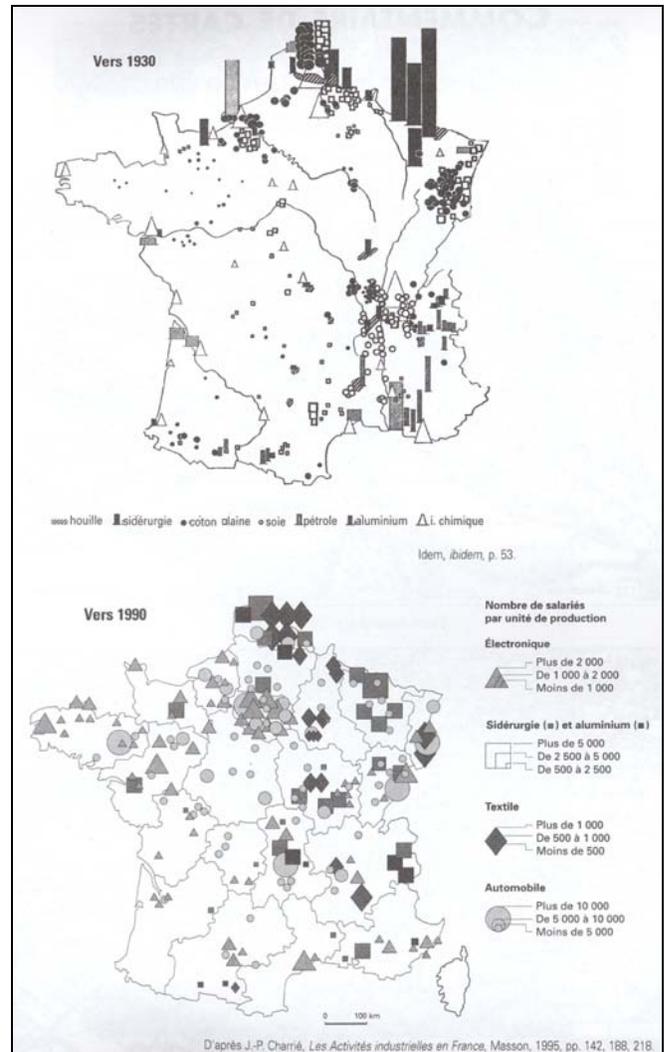
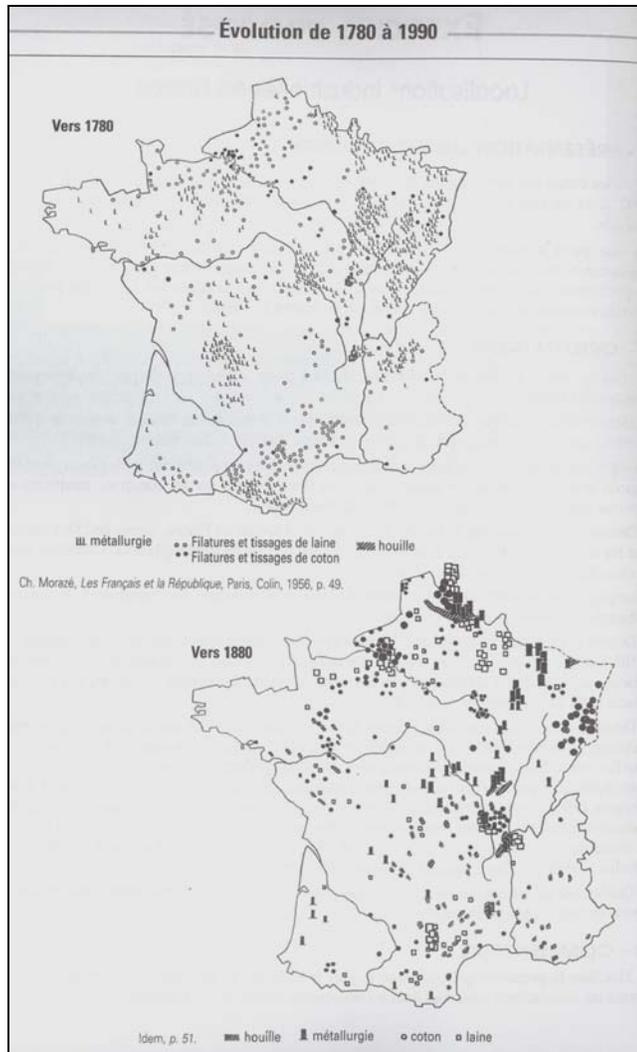


Source : Saint-Julien T. (dir.), 1998, *Services et commerces, Atlas de France*, Vol. 10, Paris, Reclus-La documentation française, 130 p.

Document 9 : Variété de la présence universitaire en France



Document 10 : Evolution des localisations industrielles en France, de 1780 à 1990.



Source : Géneau de Lamarlière I., Stazak J.-F., 2000, *Principes de géographie économique*, Paris, Bréal, coll. Grand Amphi Géographie.

4. Services aux entreprises : croissance et répartitions géographiques

Documents :

- Document 11 : Les services aux entreprises
- Document 12 : L'essor des services aux entreprises
- Document 13 : Tableau du nombre de services aux entreprises dans les villes françaises entre 1850 et 1990 (source annuaire Kompass)
- Documents 14 : Les services aux entreprises dans l'emploi urbain en 1990
- Document 15 : Les services aux entreprises : où et pourquoi ?
- Document 16 : Métropoles et métropolisation

Construisez le graphique de la croissance des services aux entreprises. Qu'en concluez-vous ? Comment expliquez-vous la croissance de cette activité ?

Dans quelle évolution générale s'inscrit la croissance de cette activité ? Peut-on la relier au processus de mondialisation ?

Quelles hypothèses formuleriez-vous quant aux contraintes de localisation de cette activité ?

Commentez les cartes : où sont localisées les sociétés de services aux entreprises en 1990 ? Comment cette activité différencie-t-elle l'espace des villes françaises ?

Quel rapport existe-t-il selon vous entre la localisation des services aux entreprises et la métropolisation ?

Document 11 : Les services aux entreprises

Les services aux entreprises sont destinés aux entreprises industrielles, tertiaires, agricoles. Ils interviennent à des étapes intermédiaires de la production (alors que les services aux particuliers, au public sont placés à la fin du processus de production). Les services aux entreprises interviennent pour aider les entreprises à concevoir, améliorer, distribuer, gérer, faire connaître leur produit, et à rationaliser leur processus de production. Mais elles interviennent aussi pour les 'décharger' des coûts inhérents à la construction de cette information, à cet 'accompagnement' de leur fonctionnement. Il existe plusieurs manières d'identifier et classer les services aux entreprises, notamment en raison de la diversité de cette catégorie d'activité. Houard et Belleflamme les classent sur la base de 5 fonctions : administrative (notamment comptabilité, finance, personnel), gestion de la production, commerciale, logistique-communication-transport et services généraux.

Services aux entreprises selon la NAF 2003 : Activités juridiques, Activités comptables, Etudes de marché et sondages, Conseil pour les affaires et la gestion, Administration d'entreprises, Activités d'architecture, Métreurs, géomètres, Ingénierie, études techniques, Contrôle technique automobile, Analyses, essais et inspections techniques, Gestion de supports de publicité, Agences, conseil en publicité, Sélection et mise à disposition de personnel, Travail temporaire, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Studios et autres activités photographiques, Laboratoires techniques de développement et de tirage, Conditionnement à façon, Secrétariat et traduction, Routage, Centres d'appel, Organisation de foires et salons, Services annexes à la production.

Source : Pierre Beckouche, Société et acteurs de l'espace local français – cours de géographie humaine, Université Paris I

Document 12 : L'essor des services aux entreprises

Leur essor est lié à la mise en place d'un nouveau système de production : un système complexe dans lequel certaines productions peuvent être de plus en plus diversifiées (un nombre important de standard), où la concurrence et la compétitivité sont des facteurs déterminants de la survie des entreprises.

La croissance de cette catégorie de services s'est faite en deux temps : elle a démarré dans les années 1950 (même si l'existence de ce type de services est plus ancienne), elle s'est accélérée dans les années 1970 et surtout 1980 sous les effets conjugués de la complexification croissante du processus de production, du renforcement de la concurrence entre les entreprises (lié notamment à l'ouverture des frontières, et aux accords de libre-échange). Cette croissance s'est appuyée sur la dynamique du secteur lui-même : le recours à ces services est devenu de plus en plus nécessaire pour maintenir la qualité de production, identifier les marchés, s'équiper en machines informatiques... ; cette croissance s'est aussi appuyée sur l'externalisation de services

auparavant assuré au sein de certaines grandes entreprises.

Dans cette perspective certaines entreprises ont cherché à réduire et améliorer certains de leurs coûts de fonctionnement : elles ont alors externalisé une partie des services qu'elles effectuaient auparavant en interne.

Cette croissance s'alimente d'autre part à deux sources : la nécessité d'adaptation de la production de l'entreprise (changer les gammes de produits, identifier des niches...) mais aussi la volonté de réduire les charges et les coûts de fonctionnement de l'entreprise pour les tâches les moins valorisées (nettoyage, transport, voir même comptabilité, gestion...).

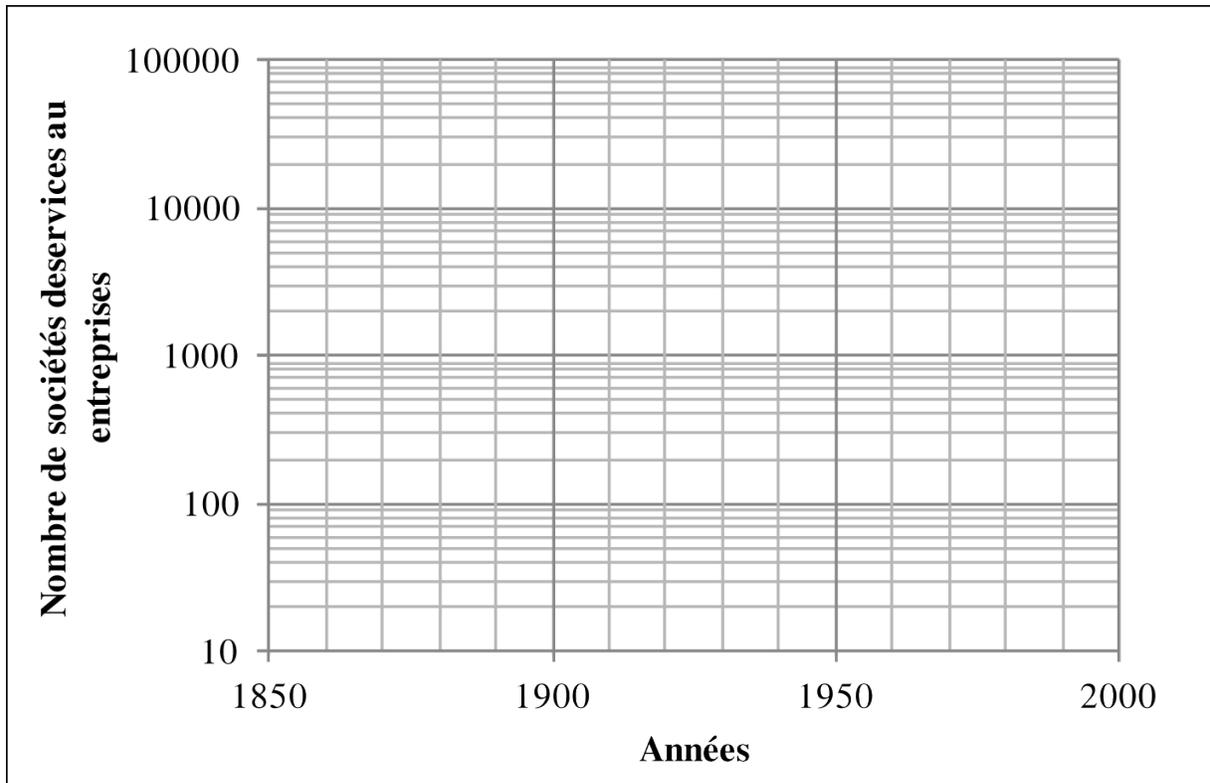
Source : Pierre Beckouche, Société et acteurs de l'espace local français – cours de géographie humaine, Université Paris I

Document 13 : Tableau du nombre de services aux entreprises dans les villes françaises entre 1850 et 1990 (source annuaire Kompass)

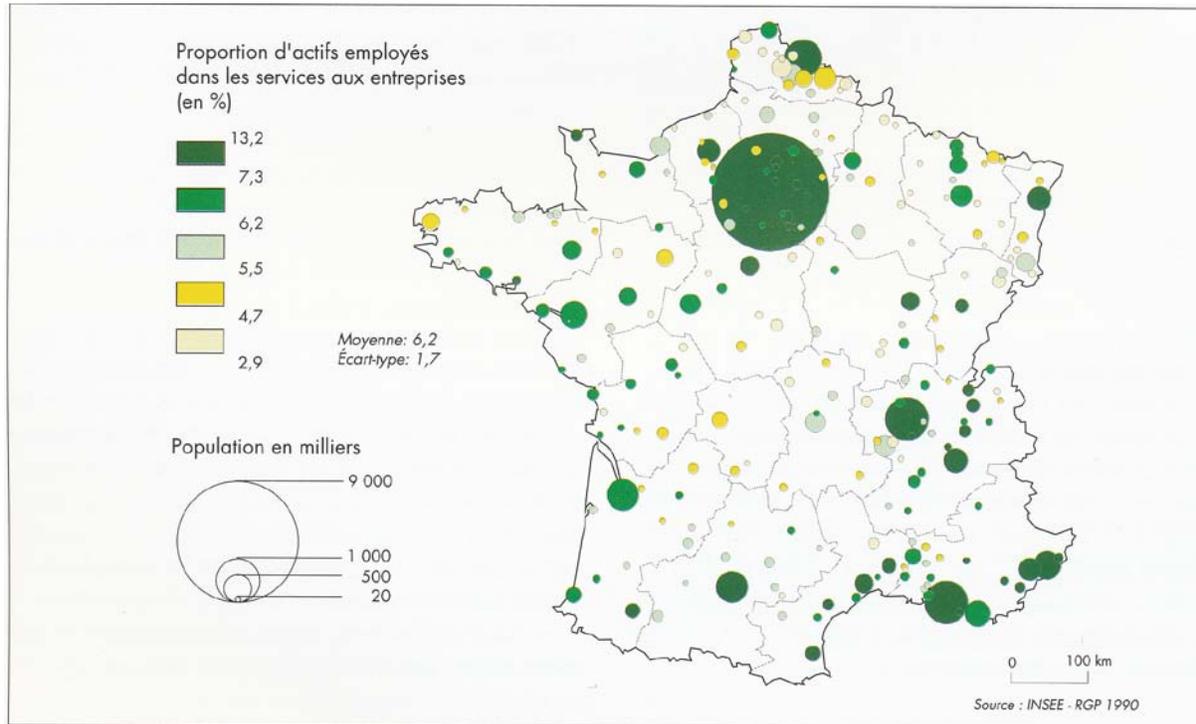
Années	1850	1860	1870	1880	1890	1900	1910	1920
<i>Nombre de sociétés de services aux entreprises</i>	78	95	106	139	171	201	260	354
Années	1930	1940	1950	1960	1970	1980	1990	2000
<i>Nombre de sociétés de services aux entreprises</i>	472	572	826	1298	2360	4956	10398	11450

Source : Baudet-Michel S., 2001, « Un siècle de diffusion des services aux entreprises dans les systèmes urbains français, britannique et ouest-allemand », *L'espace géographique*, n°1.

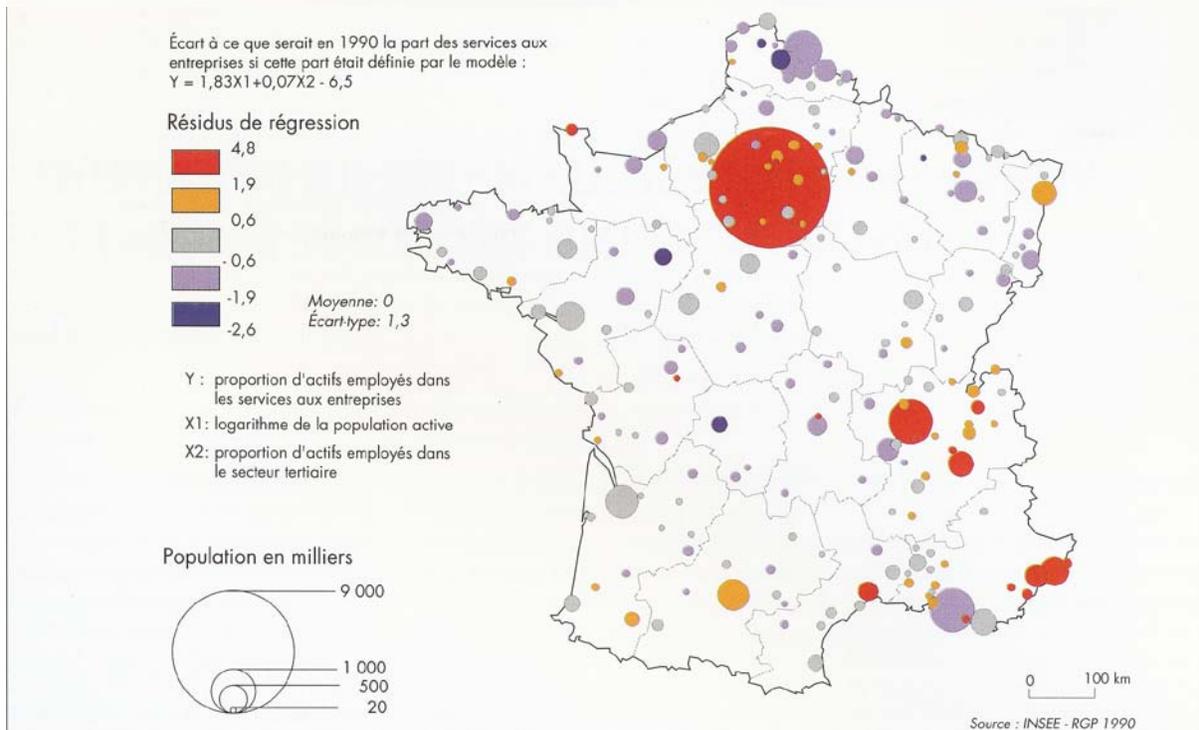
Titre :



Documents 14 : Les services aux entreprises dans l'emploi urbain en 1990



1. Les services aux entreprises dans l'emploi des unités urbaines de plus de 20 000 habitants en 1990



3. Les services aux entreprises au-delà de la taille des villes et de l'importance des activités tertiaires

Source : Sabatier L.M., 1996, « Les sélections interurbaines des services aux entreprises », *M@ppemonde*, n°3, p. 23-28.

Document 15 : Les services aux entreprises : où et pourquoi ?

Les services aux entreprises se distinguent des autres activités de services par leur localisation

Très concentrées à l'échelle interurbaine : plus fréquemment représentés dans les métropoles que dans les autres villes. Cette concentration s'explique :

- par la nécessaire proximité avec les entreprises (particulièrement les sièges sociaux), qu'induit la fréquence des relations entre le service fourni et les entreprises clientes (qu'il s'agisse de services à haute valeur ajoutée comme le marketing, la publicité, la gestion d'information, les conseils en droit, ingénierie ou de services comme le nettoyage, la restauration, le transport (transport rapide...))

- par le besoin en main d'œuvre qualifié (pour les services sophistiqués)

- par des synergies nées de la proximité avec les concurrents : la mise en concurrence permanente entre ces prestataires de services favorise leur concentration.

Les économies d'agglomérations jouent donc un rôle important dans les contraintes de localisation des services aux entreprises. M. Jouvaud indique des

logiques de localisation qui varient selon les services :

- Les modalités de contact et de déplacement du client
- L'importance du processus de coproduction ou copilotage (contestable)
- Le degré de standardisation du service
- La fréquence des besoins en services
- Le type de client (PBMI, PME, grandes entreprises)

Au sein du secteur des services, c'est un des plus international : cela tient aux liens avec les entreprises et particulièrement les grandes entreprises, au développement du secteur en réponse à l'accroissement fort des échanges à l'échelon international, à la concurrence croissante entre entreprises : ces moteurs ont induit un développement des services aux entreprises pour des compétences particulièrement stratégiques dans les échanges internationaux : techniques de financements, logistique, compétence en droit nationaux et internationaux, en marketing national et international, en traduction ...

Source : Mérenne-Schoumaker B., 2003, *Géographie des services et des commerces*, Presses Universitaires de Rennes, coll. Didact Géographie, 241 p.

Document 16 : Métropoles et métropolisation

Une métropole est en principe la première ville d'un pays ou d'une région. La métropolisation, le mouvement de concentration de la population dans les métropoles (Brunet, *les mots de la géographie*, 1992).

La métropolisation traduit l'émergence des villes principales via une concentration croissante des services (P. Veltz, 1996). C'est une forme particulière de polarisation, celle qui conduit les secteurs les plus dynamiques, les plus fortement créateurs d'emplois à s'installer de préférence dans certaines métropoles. Les emplois créés sont souvent qualifiés comme dans les services aux entreprises de niveau élevé (activités financières, assurances, immobilier, services de conseil, publicité, services informatiques) mais aussi moins qualifiés comme dans le commerce de gros ou la logistique. La polarisation économique engendre, à son tour, des flux de jeunes actifs qui migrent des villes les moins importantes vers les villes les plus importantes. Le phénomène semble, en outre, lié à la conjoncture qui amplifie les mouvements cycliques:

les grandes métropoles se développent davantage en période de croissance (elles décroissent aussi plus fortement en phase de ralentissement des activités) étant plus exposées que les autres aux cycles de l'économie internationale. Les services aux entreprises sont au cœur du système; ils s'appuient à la fois sur les besoins des entreprises « basiques » et sur ceux des firmes « banales » ; mais ces services peuvent également se comporter comme la base économique rayonnant au-delà de leur territoire surtout lorsqu'il s'agit de services supérieurs. Leur rôle stratégique pour le développement tient pourtant moins à leur caractère exportateur qu'à leur pouvoir d'attraction sur d'autres activités de base, pouvoir qui se manifeste dès qu'ils sont suffisamment riches en activités et en compétences rares. Cela explique pourquoi les services aux entreprises font aujourd'hui partie intégrante de la base.

Source : Mérenne-Schoumaker B., 2003, *Géographie des services et des commerces*, Presses Universitaires de Rennes, coll. Didact Géographie, 241 p.

Lectures obligatoires

Béguin H., 1995, « La localisation des activités banales », *in Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.497-513.

Géneau de Lamarlière I., Staszak J.-F., 2000, « La localisation de la fabrication industrielle (chapitre 11) », *Principes de Géographie économique*, Paris, Bréal, coll. Grand Amphi, p.348-380.

Manzagol C., 1995, « La localisation des activités spécifiques », *in Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.471 -496.

Saint-Julien T., 1995, « Diffusion spatiale », *in Bailly A., Ferras R. et Pumain D. (dir.) Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p.559-582.